



## Le rapport à un million de dollars de la CNAV...

Saviez-vous que la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse a payé la modique somme de 957 000€ et des poussières pour s'assurer les services d'un cabinet de consulting externe dont tout le monde parle dans l'actualité aujourd'hui, le cabinet Mckinsey ?

Un rapport sénatorial vient de mettre en lumière le scandale des frais engagés par l'Etat et différentes institutions nationales par ce cabinet et son influence croissante dans les prises de décisions au plus haut niveau, ce qui pose la question de la délégation de gouvernance faite par nos institutions.

La CNAV n'a pas échappé à cette tendance. En effet 12 consultants de Mckinsey sont intervenus de fin 2018 à 2019 afin d'aider la CNAV à appliquer la future réforme des retraites promise dans le cadre du système universel.

Ce projet a été mis de côté en 2020 suite à la crise sanitaire, puis définitivement abandonné en 2021. Ainsi, au final, la CNAV a payé 957 000€ pour la production d'un power point et 50 pages d'un rapport coincé finalement sur une étagère d'un agent de direction 😏.

Même les sénateurs sont restés perplexes face à cette mission commandée...

Comment se fait-il que la Caisse Nationale n'ait pas fait appel à son service d'auditeurs interne qui aurait pu fournir un travail d'une extrême qualité sans coût supplémentaire ?

Le directeur de la CNAV a affirmé lors de l'élaboration de la réforme :« nous avons souhaité bénéficier d'un point de vue neutre et des recommandations d'un opérateur tiers pour une transformation en profondeur qui devait être menée à bien rapidement ».

La CGT s'interroge sur la neutralité du cabinet Mckinsey, cabinet américain dont la conception de la protection sociale et de la Sécurité Sociale est aux antipodes de celle de la France.

A la CARSAT-RA, nous proposons qu'à la prochaine réorganisation importante, le CSE fasse appel à un cabinet d'expertise externe pour sa neutralité et son effet tiers, comme l'incite la CNAV 😏.

La CGT s'interroge aussi au final sur les recommandations faites par ce cabinet car, au prix de la page, nous espérons que ces recommandations valaient le « coût » et qu'elles « pèzeront » pour la prochaine réforme des retraites 😏.

La CGT est scandalisée par cette dépense inappropriée alors que la Caisse Nationale nous rabâche la nécessité de faire des économies et de ne pas « gaspiller » l'argent public. Cette somme aurait pu servir par exemple à financer des remplacements de postes, ou bien à payer le Ségur à l'ensemble du personnel des CARSAT, ou encore à financer des téléphones portables professionnels pour le personnel qui en a besoin...

Aussi, la CGT propose comme l'a fait le gouvernement pour ORPEA que la dotation engagée puisse être remboursée en gelant jusqu'à concurrence de la somme la prime de résultat des cadres dirigeants de la Caisse Nationale 😏.